



8

Agriculture, trade and employment: A Global Green New Deal to address structural challenges

par Fatma Gül Ünal et Diana Vivienne Barrowclough*

Résumé

- Le secteur agricole est primordial pour la sécurité alimentaire, l'emploi, et l'équilibre environnemental, ainsi que pour le développement économique. Il est également fortement intégré dans le commerce international, notamment dans les chaînes de valeur mondiales.
- Toutefois, ce secteur a des effets négatifs notables sur l'environnement en raison de ses émissions de carbone et de la perte de biodiversité qu'elles entraînent. En outre, il est confronté à plusieurs problèmes sur le marché du travail.
- Les politiques commerciales et financières existantes se sont avérées insuffisantes pour répondre à ces questions de développement durable parce qu'elles ne parviennent pas à prendre en compte les difficultés et les possibilités propres au secteur.
- Ce chapitre propose une solution durable fondée sur les recommandations de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) pour une approche intégrée et globale décrite comme une Nouvelle donne écologique.
- Cette approche politique implique l'intégration des politiques commerciales, financières, d'investissement et de l'emploi afin de relever les défis structurels dans le secteur agricole. Ce faisant, elle vise à contribuer au développement d'un avenir durable pour la planète et ses habitants.

Contexte et introduction

Aucun secteur n'est autant associé au débat sur le développement, le travail et le changement climatique que l'agriculture: le secteur est primordial pour la sécurité alimentaire, l'emploi, et l'équilibre de l'environnement, ainsi que pour le développement économique. Il est également fortement intégré dans le commerce international et dans les chaînes de valeur mondiales, et joue un rôle de premier plan pour garantir la sécurité alimentaire. Cependant, le secteur agricole est confronté à d'importants défis du point de vue de la durabilité.

Le secteur a des effets négatifs notables sur l'environnement en raison de son empreinte carbone et de la perte de biodiversité qu'il entraîne par épuisement des ressources (eau, terre et forêts). Il est également confronté à plusieurs problèmes sur le marché du travail, comme l'exclusion des travailleurs agricoles des lois nationales régissant la protection de la main-d'œuvre, les faibles salaires, les conditions de travail dangereuses, et le recours élevé au travail des enfants et au travail forcé. Selon l'OIT, 60 pour cent des enfants travailleurs âgés de 5 à 17 ans dans le monde se trouvent dans l'agriculture, dont la majorité en tant que travailleurs familiaux non rémunérés.

Il est donc indispensable de relever les défis structurels du secteur agricole pour construire un avenir durable pour la planète et ses habitants. Cependant, les recherches et les débats politiques actuels négligent les questions structurelles. Ils se concentrent avant tout sur les limitations du côté de l'offre et sur les stratégies de gestion des risques, comme l'atténuation des risques reposant sur l'assurance. En outre, les détracteurs affirment que les règles commerciales actuelles aggravent le problème en ayant des conséquences inégales sur les économies en développement et les économies avancées.

Question de recherche et méthodologie

Le présent chapitre examine le rôle potentiel des politiques commerciales, notamment de récents accords commerciaux régionaux, pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux du secteur agricole. Pour ce faire, il s'appuie sur les rapports annuels sur le commerce et le développement de la CNUCED ainsi que sur les notes et analyses qui y sont associées.

Le chapitre va plus loin et intègre les propositions de la CNUCED pour une stratégie intégrée et globale, décrite

comme une Nouvelle donne écologique. Cette approche regroupe les politiques commerciales, financières, d'investissement et de l'emploi dans le but de présenter une solution tournée vers le développement qui soit plus durable.

Résultats et considérations politiques

Le chapitre constate que la plupart des recherches menées sur le secteur agricole et retenues dans la conception et la mise en œuvre des politiques ont été limitées dans leur approche, en se concentrant principalement sur l'augmentation de la production sans vraiment tenir compte des questions de structures, de répartition et de travail. En effet, la question de savoir comment le travail s'inscrit dans le cadre plus large des structures locales, nationales, régionales et mondiales constitue l'aspect le plus sous-étudié de la production agricole, de même que son rôle dans la sécurité alimentaire. Cette omission est d'autant plus surprenante que la majeure partie de l'alimentation mondiale est produite par des agriculteurs de pays en développement utilisant des technologies de production à forte intensité de main d'œuvre. Par ailleurs, les ménages agricoles se distinguent des ménages non-agricoles dans le sens où ils sont à la fois producteurs et consommateurs des biens qu'ils produisent. Cette dualité nécessite une méthode de modélisation différente pour les politiques, notamment pour la politique commerciale.

La politique commerciale joue un rôle essentiel dans l'agriculture et dans le développement économique en raison de ses répercussions sur l'accès au marché, la division du travail, le transfert de technologies et les possibilités d'emploi et de revenus. Elle permet aussi d'établir des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs, contribuant ainsi à l'industrialisation. La politique financière y contribue également parce que la capacité de production des agriculteurs ou des pays à tirer parti des politiques commerciales et à accéder aux marchés qu'elles ouvrent dépend en grande partie de leur accès à un financement suffisant des investissements, dans des conditions raisonnables et avec des échéances appropriées à long terme.

Cependant, les politiques commerciales et financières existantes n'ont pas permis de résoudre les problèmes de développement parce qu'elles n'ont pas pris en considération les caractéristiques organisationnelles distinctes de la production agricole dans les pays en développement, et qu'elles ne se sont pas attaquées

aux problèmes structurels de longue date. Certains accords commerciaux sont davantage tournés vers le développement, en mettant l'accent sur le secteur agricole, et comprennent des clauses relatives à la protection de l'agriculture locale, et à la promotion des infrastructures, de la sécurité alimentaire et de la coopération régionales. Les accords commerciaux régionaux en Afrique, tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sont des exemples de ce type de politiques. Néanmoins, les défis structurels dans la région de l'Afrique, qui vont de l'insuffisance des marchés de capitaux aux compétences et capacités institutionnelles limitées, en passant par la longueur et l'opacité des opérations douanières, peuvent, dans une certaine mesure, rendre inefficaces les effets positifs de ces clauses.

Ce chapitre recommande donc une meilleure cohérence entre les éléments divers mais interdépendants des politiques commerciales, financières et agricoles afin de relever les multiples défis liés à l'insécurité alimentaire, au gaspillage alimentaire et au travail dans un futur soumis à des contraintes climatiques. À cet égard, le chapitre présente l'ensemble des approches et politiques regroupées sous le nom de «Nouvelle donne écologique mondiale» comme une solution possible. Il s'agit d'une approche globale qui comprend une réforme des politiques financières pour favoriser l'investissement productif plutôt que le «désengagement face aux risques» (c'est-à-dire le «réengagement»), l'instauration d'un système commercial progressif qui soutienne les pays en développement et le développement, et la mise en place de mesures sociales et de soutien du revenu afin de veiller à ce que la transition soit juste et durable. Ce cadre vise à changer fondamentalement les modèles actuels d'investissement, de redistribution et de régulation.

* Auteurs:

Fatma Gül Ünal, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.

Diana Vivienne Barrowclough, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.



Scanner le code QR ou
cliquer ici pour accéder à
la publication intégrale

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

E: sekerler@ilo.org

© OIT 2023